

*Questions orales*

Des discussions sont en cours à l'heure actuelle à l'intérieur des organismes internationaux et des organisations bancaires appropriés, et ce sur le plan international. Il y a tout lieu de croire que le gouvernement de l'Argentine, qui est désormais sous la direction d'un régime démocratique, voudra prendre tous les moyens qui s'imposent pour veiller à ce que ses obligations internationales soient complètement remplies. D'ailleurs le gouvernement argentin lui-même a bien indiqué qu'il se rendait compte que les intérêts réels et à long terme de l'Argentine consistaient à respecter ses obligations internationales.

[Traduction]

## LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures, qui est responsable de la Société pour l'expansion des exportations. A-t-on pris quelque mesure que ce soit, sur l'ordre du ministre pour que la Société n'accorde aucun autre crédit à l'Argentine tant que la situation n'aura pas été clarifiée? Le ministre pourrait-il nous dire en même temps à combien s'élèvent actuellement les garanties accordées par la SEE relativement avec les prêts consentis à ce pays?

**L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce international):** Monsieur le Président, j'ai une telle confiance dans la direction de la Société pour l'expansion des exportations qu'il est habituel de lui laisser, ainsi qu'aux administrateurs et au conseil d'administration, le soin de déterminer la méthode de calcul et le volume de crédit qu'il convient, selon leur formule, d'accorder aux divers pays. Les ouvertures de crédit accordées à l'Argentine ou à tout autre pays sont déterminées de la façon courante. Je dois dire que l'Argentine n'est pas considérée comme très solvable à l'heure actuelle.

\* \* \*

## QUESTIONS OUVRIÈRES

## LA SITUATION DES TRAVAILLEURS EN CHÔMAGE À HAMILTON (ONT.)

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Suite à la fusion des sociétés MacMillan-Bloedel et Consolidated-Bathurst, cette dernière a fermé son usine à Hamilton, il y a un an environ. Sur les 225 personnes qui ont perdu leur emploi, 75 d'entre elles qui avaient plus de 50 ans n'ont pu retrouver un emploi. A la fin du mois prochain, elles n'auront plus droit aux prestations d'assurance-chômage et il est impossible, semble-t-il, de les indemniser en vertu du programme d'adaptation de la main-d'œuvre. Il ne leur reste aucun espoir. Est-il possible de les aider en vertu de l'un des programmes gouvernementaux en vigueur à l'heure actuelle? Le gouvernement peut-il garantir à ces travailleurs âgés qui ne sont pas responsables de la perte de leur emploi qu'ils n'auront pas à vivre dans la pauvreté jusqu'à leur retraite?

• (1440)

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, le député demande des garanties. Personne ne peut donner des garanties absolues à des travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause de l'évolution technologique ou de la récession. Nous offrons des programmes très étendus de formation et de recyclage, surtout à ceux qui touchent des prestations d'assurance-chômage. En fait, nous consacrons près de 500 millions de dollars à la formation de Canadiens de tout le pays surtout à ceux qui se trouvent dans la situation dont a parlé le député.

**M. Deans:** Monsieur le Président, je dois dire que cette réponse ne me satisfait absolument pas. Le fait est que le ministre sait pertinemment que les gens de plus de 50 ans ont beaucoup plus de difficultés que les autres à se recycler, afin d'occuper un véritable emploi. Il n'ignore pas non plus que dans la région de Hamilton, actuellement très peu d'employeurs offrent des emplois aux chômeurs.

## LES PROGRAMMES DE RECYCLAGE

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, ma question est très simple. Que fait-on pour ces gens qui ont perdu leur emploi à cause d'une fusion, une décision prise par les sociétés Consolidated-Bathurst et MacMillan Bloedel et qui ont maintenant atteint un âge auquel il est presque impossible de se recycler et de trouver un autre emploi? Quel genre de programme le ministre peut-il maintenant offrir à ces gens, afin de leur garantir que, d'ici leur retraite, ils toucheront des revenus suffisants pour faire vivre leur famille?

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, il est impossible de répondre à la question du député qui évidemment est d'une logique douteuse. S'il tient pour acquis qu'il est impossible pour ces gens d'obtenir un emploi ou de se recycler, il sera alors impossible, c'est évident, de remédier à la situation dans laquelle ils sont placés. Il a formulé sa question de telle façon qu'on ne peut pas y répondre. Je ne suis pas aussi pessimiste que lui, car j'estime qu'il est possible à des gens de cet âge de se recycler et de trouver un emploi.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

## LE SRI LANKA—LES LUTTES INTÉRIEURES

**M. Jesse P. Flis (Parkdale-High Park):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures mais, en son absence, je la pose au ministre des Relations extérieures. En juillet dernier, des milliers de Tamouls ont été tués et des milliers d'autres laissés sans abri au Sri Lanka à la suite d'accrochages entre les troupes gouvernementales et les Tamouls qui réclamaient l'indépendance pour leur province du Nord.